




حزب الإتحاد من أجل التغيير و الرقي

ΙΛΦ:ΚΗΞ Ι'Θ:ΛΛΕΗ Λ'ΗΧΟ.Π.Η†Φ

Union pour le Changement et le Progrès

Political Party Union for Change and Progress

PROGRAMME

 Union pour le changement et le progrès

www.ucp.dz

« L'Union pour le Changement et le Progrès »

Se veut être un parti républicain dans son fondement, centriste dans son positionnement par rapport aux courants dominants, avant-gardiste dans ses idées et rassembleur de par sa vocation et audience auprès des citoyens.

L'UCP est un parti qui a pour ambition de contribuer résolument, non seulement au débat d'idées à venir sur le projet de société à bâtir, mais aussi d'apporter sa contribution, active, aux politiques qui seront arrêtées et menées et ce, dans tous les domaines de la vie politique et sociale du pays.

L'UCP entend rassurer, convaincre et surtout mobiliser, par l'argumentation directe, franche et honnête, l'ensemble des acteurs potentiels et forces de la nation pour prendre en charge l'entreprise de modernisation et mise à niveau du pays et partant de leur avenir.

L'écoute, le dialogue, l'action commune et concertée seront les leviers de commande sur lesquels l'UCP compte s'appuyer et agir pour reconquérir la confiance du citoyen.

De l'Etat et ses institutions...

Le renforcement et la consolidation de l'Etat et de ses institutions, la définition claire de leurs missions et inter-relations, ainsi que leurs relations avec les citoyens constituent le socle de nos actions à venir. Cet approfondissement dans l'approche et la vision de l'Etat (et de ses institutions), perçu dans toute sa dimension philosophique, juridique, constitutionnelle voire sociale, suppose, la révision de sa mission véritable pour le débarrasser de tout ce qui freine son expression et manifestation, régalienne, de contrôle et de régulation. Cela passe, en outre, par une séparation effective des différentes composantes du pouvoir (Exécutif, Législatif et Judiciaire). Cette impérative séparation doit être, à moins de la vider de sa substance et de sa portée, accompagnée d'un réel équilibre des missions et prérogatives dévolues à ces instances, de manière à éviter des situations de monopole et/ou de primauté.

L'UCP voit, en outre, dans l'édifice constitutionnel en place, des dysfonctionnements et des insuffisances qui altèrent sa crédibilité et sa cohérence, dont elle compte, en interpellant qui de droit pour y remédier, selon les règles prescrites en la matière.

Il en est de même du mode de fonctionnement des contre-pouvoirs institués à savoir l'élargissement de la saisine du conseil constitutionnel aux citoyens et des modalités de cette saisine.

Ces aménagements, en plus de ceux qui toucheront l'organisation et la redéfinition, précises, des responsabilités entre l'Administration centrale, d'un côté, et les services décentralisés et/ou déconcentrés, de l'autre, ne doivent souffrir d'aucune ambiguïté ou interprétation possible.

Le partage des pouvoirs entre les collectivités territoriales et l'Administration centrale de manière à assurer leur autonomie et responsabilité, sera de nature à asseoir, durablement, l'Etat de droit, rêvé par tous les citoyens et militants, sur des bases solides et pérennes.

De la justice

L'UCP se fixe pour objectifs de reconquérir la confiance du citoyen algérien, en éliminant toutes les entraves et barrières de tous ordres et de toute nature qui ont jusque-là bloqué l'expression pleine et entière de sa quête à une liberté effective, à l'épanouissement, au bien être et de liberté, et de justice sociale.

L'égalité en droits et en devoirs de tous les algériens, quelque soit leur genre ou leur niveau social, est un principe intangible, et l'UCP, l'inscrit au premier plan de son action, considérant que de l'égalité des citoyens, dépendra l'édification du corps social projeté : sain dans son fondement, mur dans son expression et débarrassé de tous les préjugés et autres frustrations qui bloquent son émancipation et son épanouissement.

Une justice forte, intègre et indépendante, au même titre que les autres pouvoirs (législatif, exécutif), doit être au service du citoyen (pas dirigé contre lui !) et loin de toute manipulation, permettant d'asseoir un Etat de droit, objet des aspirations de tous les citoyens.

L'image de la justice doit changer, et le corps judiciaire dans son ensemble afin de sortir d'une justice quantitative à une justice qualitative et soustraire les magistrats à toute forme de pression.

Les progrès qui seront réalisés sur ce plan permettront de donner un sens concret à la défense des droits de l'Homme. Cela étant, ils seront garants contre toutes formes d'abus et d'arbitraire et à même de répondre à un idéal de justice, dans lequel les citoyens se reconnaîtront.

De L'école de demain et de la formation des générations à venir

L'école est un droit pour tous, avec les mêmes conditions de qualités et de chances de réussite. L'action à mener sur ce plan commence par la lutte contre les privilèges et toutes les formes d'exclusion des différentes franges de la population. L'édification d'une école algérienne « nouvelle », loin des clichés surannées qu'on lui a consciemment ou inconsciemment collé ; une école ouverte sur le monde et résolument tournée vers l'avenir, aussi bien dans la forme : qualité de l'enseignement prodigué, culture véhiculée, et infrastructures ; que dans le fond : contenu, méthodes, pédagogie, perspectives, permettant ainsi à l'enfant de penser par lui-même et être heureux à l'école !

L'UCP, estime que le fait de se projeter dans l'école de demain, c'est d'abord de la libérer de ses contraintes, en adaptant notamment le volume horaire annuel de manière à assurer les programmes dans leur intégralité ; c'est aussi penser et asseoir toutes les étapes menant à l'université et aux grandes écoles qui prennent en charge la formation et la préparation de l'homme de demain et des élites ; une université qui doit avoir comme crédo l'innovation, la recherche, le développement et la performance. C'est une réalité concrète !

La coopération avec les grandes universités et écoles spécialisées étrangères sera encouragée et soutenue, en faisant appel à toutes les formules : recrutement d'experts, ouverture de nouvelles structures, achat de programmes avancés et/ou encore par la formation à l'étranger de nos talents et compétences avérées les plus méritants, avec l'assurance de faire bénéficier le pays de ce potentiel de haut niveau dans les différents domaines.

Cet objectif est celui de l'UCP et de tous ceux qui acceptent de s'engager pleinement dans cette œuvre de reconstruction gigantesque pour préserver les chances et les perspectives à venir et de voir l'Algérie se hisser parmi les nations qui comptent dans un monde, fait de compétition et de défis majeurs, dignes du vingt et unième siècle.

De l'emploi et de la lutte contre le chômage

La formation n'aurait de sens véritable que dans la mesure où le marché du travail est abondant et actif.

Ceci dit, l'Algérie s'avère être aujourd'hui l'un des rares pays à présenter en même temps qu'un chômage chronique, un sous-emploi tout aussi sévère de ses ressources humaines et compétences nationales.

A l'évidence l'UCP considère cette situation lourde de conséquences pour le pays et préconise une remise en question sur ce plan et une prise en charge réelle et effective du problème de l'emploi.

Pour cela il est impératif de :

Désigner l'autorité compétente en charge des statistiques sur le chômage, avec pour objectif de cerner véritablement l'ampleur du problème et pouvoir dégager les solutions qui s'imposent ;

Mettre à plat les différents dispositifs mis en place en matière d'emploi (ANSEJ, ANGEM, CNAC) ; cette évaluation, pour être crédible, doit être menée par une structure ou cabinet de notoriété et de surcroît neutre et indépendant, et déboucher sur des propositions et solutions concrètes ;

Mettre fin à toutes les dérives enregistrées sur ce plan et au gaspillage des fonds publics sous couvert de paix sociale ;

Arrêter, sous l'égide du gouvernement, en relation avec tous les partenaires sociaux et économiques, un programme concret de lutte contre ce phénomène et sa résorption.

Concéder en faveur des entreprises qui acceptent de s'inscrire dans l'esprit et la dynamique de la démarche des incitations à caractère fiscal et une certaine priorité ou préférence dans l'attribution des marchés publics.

L'UCP considère que le sous emploi des capacités nationales est la cause de la fuite des cerveaux et en même temps une incitation à cela, phénomène qu'elle veut combattre avec conviction et énergie en :

Créant les conditions nécessaires à une meilleure utilisation du potentiel humain dont dispose le pays,

En favorisant la formation,

En aidant et en stimulant, sur le plan politique, économique, institutionnel et financier, la stabilité des élites et inciter au retour de ceux qui ont quitté le pays.

De la santé

La santé est l'autre talon d'Achille de notre pays, structures d'accueil délabrées, inadaptées, insuffisantes, personnel médical spécialisé en nombre limité, non disponibilité de médicaments surtout pour certaines pathologies chroniques et autres.

L'Algérie a besoin d'accomplir un véritable sursaut dans le domaine de la santé, par la mise à niveau des centres de soins, la formation du personnel et la production de médicaments en adéquation avec les nouvelles découvertes, tout en garantissant la prise en charge attendue par les utilisateurs.

L'UCP considère comme objectifs prioritaires la densification, en partenariat si besoin est, des structures de santé, en les décentralisant et en les spécialisant. De même que toutes les dispositions seront prises pour permettre le renforcement et l'augmentation de la production de médicaments, d'une part, et la mise en place d'un Observatoire de veille, doté de larges prérogatives, d'autre part, afin de pouvoir suivre l'évolution du système de santé, dans son ensemble, et superviser l'utilité et la dangerosité des médicaments importés ainsi que les prix auxquels ils sont (exagérément) facturés, dans le but de mettre fin à l'hémorragie et à l'anarchie qui sévissent dans ce domaine.

De l'Economie et du développement des entreprises

Au plan économique, l'UCP, compte susciter et stimuler une politique intelligente, forte et dynamique. En effet, il est vital de définir une stratégie claire en matière de politique industrielle favorisant l'émergence de pôles de compétitivité dans lesquelles l'Algérie dispose d'atouts à faire valoir : industrie sidérurgique, électronique, mécanique, métallurgique, mécanique, électrique et électronique, outre la chimie et autres filières à identifier, à l'instar de l'expérience menée avec beaucoup de challenge et de réussite par certains pays, partenaires de surcroît de l'Algérie, tels le Canada ou encore la Corée du sud, est non seulement urgente mais vitale. Des espaces seront ouverts à l'investissement étranger, sous toutes ses formes, selon des formules à convenir et selon des conditions préservant les ressources financières et la sécurité du pays.

Les choix à faire, les engagements et réalisations qui en découleront, vont permettre, directement et/ou indirectement la densification du tissu industriel national et l'éclosion d'un grand nombre de PME, fortes, pourvoyeuses d'emplois.

Cette dynamique, notre parti entend la renforcer et lui imprimer une dimension plus large à travers l'assainissement durable de la situation des entreprises algériennes, et la levée des contraintes qui ont pendant longtemps pesées sur leur viabilité et devenir ; parmi les grandes mesures retenues, l'UCP projette de mener, en profondeur, un assainissement financier aussi bien que structurel et patrimonial, en remédiant ainsi à leur éligibilité au financement par les banques et à leur développement.

L'adhésion prochaine de l'Algérie à l'OMC ouvrira de nouvelles perspectives à notre économie et à nos entreprises et nous donnera ainsi la possibilité d'aider, sous certaines formes, les unes, plus directes que les autres, les opérateurs les plus à même de s'inscrire, dans la durée, dans l'activité « export » et équilibrer nos échanges extérieurs.

De la réforme des banques

A ce niveau l'UCP, regrette la situation actuelle du secteur des banques, qui continuent d'évoluer en marge de la dynamique de changement qui a touché les autres secteurs. Une réforme du secteur doit être repensée, pour accroître son intervention en faveur de l'économie et son efficacité et, en même temps, l'inscrire dans le cadre des dispositifs prescrits par la réglementation internationale. Améliorer la signature du pays passe par la crédibilité de ses institutions financière et bancaires qui doivent répondre aux normes auxquelles l'Algérie adhère. La loi Bancaire doit être elle aussi « toillettée » pour renforcer l'autonomie de la Banque centrale et le contrôle des établissements financiers.

La réforme du système bancaire constitue une étape stratégique et déterminante, tant celui-ci reste loin de la réalité et des véritables préoccupations et besoins des entreprises ; seule une partie

(minorité) d'opérateurs arrive aujourd'hui à approcher les banques et avoir accès au crédit et à leur soutien ; les autres finissent par disparaître, faute de moyens adéquats pour se développer, sinon du moins se maintiennent mais au prix de lourds sacrifices, étant donné l'impact et les conséquences dévastatrices du marché informel.

En même temps qu'il faut démocratiser l'accès au crédit, il est selon notre conviction indispensable de revoir le système des assurances pour l'adapter lui aussi aux impératifs économiques et financiers des différents acteurs économiques.

De la réforme et du développement de l'Agriculture et de la Pêche

S'agissant de l'agriculture, et parallèlement au développement de l'Industrie, l'agriculture et la pêche constituent le deuxième axe du projet de développement économique « hors hydrocarbures » du pays. L'UCP compte se mobiliser, et avec elle toutes les autres forces du pays qui partagent sa vision, pour repenser la stratégie de développement à mener dans ce domaine et permettre son ancrage sur des bases modernes et scientifiques.

Des terres fertiles sont, chaque année enlevées et sacrifiées, au nord du pays, pour être affectées à l'implantation et l'extension, anarchique et sans études préalables sur l'impact écologique et environnemental, de toutes sortes d'activités : industrie, habitat...entraînant des dégâts parfois irréversibles, délaissés par négligence.

L'UCP, s'engage à promouvoir des réformes structurelles substantielles avec pour finalités :

la préservation des terres à vocation agricole,

l'intensification des investissements nécessaires au développement et à l'extension de nouveaux périmètres, et l'introduction de nouvelles cultures,

le renforcement de toutes les filières régionales de production,

Et ce, tout en veillant, à travers une politique consciente et ciblée, aux grands équilibres, et fondamentaux en matière d'écologie et de protection de l'environnement.

En ce qui concerne la pêche, un pays disposant d'un littoral de plus de 1200 kilomètres linéaires, avec un potentiel de développement de l'aquaculture indéniable, constitue pour l'UCP un déterminant réel quant au potentiel existant et une opportunité majeure pour le développement, en amont comme en aval de plusieurs activités : mise à niveau des ports de pêche, construction navale et fabrication de matériels de pêche, réalisation d'unités de conditionnement et développement de toutes les activités connexes, induisant un effet d'entraînement indéniable sur la relance d'autres secteurs de l'économie, moyennant des investissements que l'Etat consentirait, directement ou indirectement, à travers les canaux habituels consacrés.

De l'hydrique

Parmi les effets les plus graves liés au changement climatique, la raréfaction de l'eau est, de loin, selon les experts, celui qui doit nous préoccuper et nous mobiliser.

Cette ressource, vitale, se fait de plus en plus rare et nécessite, même quand elle est disponible, de gros moyens techniques et financiers. Le double impératif est donc de faire en sorte qu'elle puisse être disponible en qualité et en quantité en tout temps et en tout lieu du territoire, et surtout la préserver en la rationalisant et en évitant son gaspillage et/ou sa pollution.

Notre stratégie dans ce domaine s'articule autour de quatre axes directeurs :

rationalisation de la distribution d'eau en usant de paramètres de régulation et en menant une lutte contre tous les phénomènes de déperdition voire de pompage illégaux,

renforcement du réseau de captage des eaux, à travers la densification de barrages de retenue,

interconnexion du réseau pour faciliter les transferts entre les différentes installations et régions du pays,

développement des techniques de récupération des eaux de pluie.

La désalinisation de l'eau de mer doit rester, compte tenu de son coût prohibitif, un palliatif et non une solution pérenne.

Le traitement des eaux usées, quant à lui, constitue une solution aux problèmes de pollution et aux besoins en eau des opérateurs industriels. Par ailleurs, cela constitue une opportunité d'investissement pour les opérateurs privés et étrangers intéressés et disposant d'expérience dans ce créneau.

De l'énergie

Sans aller vers un débat d'experts qui demanderait du temps, et de longs développements, l'UCP considère que l'Algérie recèle un potentiel énergétique des plus importants dans le bassin méditerranéen.

Ce potentiel reste cependant encore à développer surtout lorsqu'on sait le rythme qui a prévalu dans l'exploitation de nos réserves en hydrocarbures, rythme qui malheureusement n'a pas et continue à ne pas être compensé par de nouvelles découvertes significatives et qui, faute de mesure de sauvegarde nous rapproche fatalement vers l'extinction de cette ressource (fossile), non renouvelable.

Pour cela l'UCP a retenu dans son programme :

- L'intensification du programme d'exploration et de recherche, qui sera étendu à l'ensemble des zones susceptibles de renfermer du pétrole ou du gaz (seulement 30% du territoire a été exploré). Le niveau des prix actuel permet le soutien, au plan financier, du programme projeté,

- Les découvertes éventuelles seront, pour une très grande partie, préservées et ne seront pas exploitées. Elles profiteront aux générations à venir et permettront de renforcer la crédibilité du pays vis-à-vis de ses partenaires (elles pourraient même jouer le rôle de réserves),
- La valorisation des hydrocarbures par le développement, en aval, de toute la chaîne des industries pétrochimiques.

Sur un autre plan, la production d'électricité, une véritable dichotomie continue de le caractériser : malgré les investissements réalisés, l'alimentation en électricité n'est pas assurée en continu, c'est à dire sans coupures, et la qualité de service reste loin des attentes des utilisateurs;

En outre le désengagement progressif du nucléaire de certains pays européens gros consommateurs d'énergie, désengagement dicté par la pression des mouvements et partis écologiques, constitue, pour notre pays une excellente opportunité.

Dans ce cadre l'UCP, tout en soutenant les politiques menées, préconise :

- La densification du réseau classique de production d'électricité grâce et à travers la réalisation de nouvelles centrales plus grandes et moins gourmandes en consommation d'énergie,
- L'interconnexion du réseau national avec ceux des pays voisins, et partant avec celui de l'Europe avec pour objectif d'amorcer l'exportation d'énergie,
- Le développement d'autres sources de production d'énergie, renouvelables cette fois, telles que : solaire (projet DESERTEC etc.), éolien, avec à la clé un effet de retour non négligeable en matière de transfert technologique et de savoir-faire et de développement d'industries à haute technologie (fabrication de panneaux solaires, de turbines.

Du tourisme

L'expérience de nos voisins immédiats, riche en enseignements, nous conforte dans l'idée que l'UCP se fait de ce secteur en tant que pourvoyeur d'emplois et générateur de recettes en devises.

L'Algérie n'est pas moins dépourvue en attraits touristiques ; elle dispose d'un potentiel à tout le moins riche et varié ; du Nord au Sud et d'Est en Ouest, les sites et paysages se succèdent sans se ressembler ; le climat ajoute à cette diversité et beauté de la nature, des nuances et des temps correspondants aux quatre saisons de l'année.

Le plan de relance et de développement envisagé par l'UCP pour ce secteur sera à la mesure de son potentiel ; il peut même être considéré comme un mini plan « Marshall », tant ce nom est évocateur de reconstruction, de redressement et de relance.

D'abord au plan des textes et de la désignation des zones touristiques à développer et/ou à promouvoir ; des assises nationales avec l'intervention de spécialistes et grands opérateurs étrangers permettra non seulement de lever les ambiguïtés qui caractérisent le secteur, de clarifier la vision et les objectifs à atteindre et enfin de baliser et d'optimiser au mieux les actions et leur timing

Ensuite s'engager à préparer, dans les délais requis, tous les pré-requis et autres préalables, notamment en matière d'infrastructures environnantes et de formation.

Du secteur des transports

Se déplacer à l'intérieur des villes ou encore entre deux villes est devenu à la fois un cauchemar et un challenge que les algériens vivent au quotidien.

Les besoins en matière de transport en commun, des personnes et des marchandises appellent à la mise en œuvre de solutions radicales d'envergure, à court, moyen et long terme.

Au plan des transports en commun, l'UCP veut imprimer à ce secteur une nouvelle logique et dynamique, en œuvrant à créer les conditions nécessaires pour les développer dans le cadre d'un plan global et d'une politique à la fois pertinente et ambitieuse avec pour finalités premières de,

- Faciliter le déplacement des populations et leur ouvrir de nouvelles perspectives en matière d'emploi et d'habitation, au niveau de localités même éloignées, et indirectement contribuer à l'instauration d'une nouvelle politique et culture en matière d'aménagement du territoire.
- D'étendre et renforcer les différents modes et réseaux de transport en commun avec pour objectif de mieux les intégrer et améliorer leur efficacité.
- Désengorger les villes, de les rendre plus fluides et moins stressantes, le tout avec au final un effet certain sur le phénomène (fléau) de l'absentéisme au travail.

Les mêmes causes donnant les mêmes effets, le transport ferroviaire, malgré les quelques réalisations et améliorations n'a pas connu le décollage tant attendu, et reste loin des besoins, que ce soit au regard de la nécessaire couverture du territoire en voie ferrée, ou encore au regard des besoins réels ou supposés en matière de déplacement des personnes et des biens.

L'UCP considère le chemin de fer comme porteur de gage pour le développement des différentes régions du pays, notamment celles les plus isolées et donc vecteur privilégié de toutes les actions à mener dans le futur. Une politique réfléchie voudrait que l'on donne la priorité à ce moyen de transport et l'allocation en sa faveur de ressources substantiels avec pour objectifs :

- La réalisation d'un réseau ferroviaire dense et moderne, s'étendant à l'ensemble des régions du pays, et à même de se substituer au transport par route grâce à des coûts concurrentiels et à une sécurité plus renforcée
- L'intégration du réseau ferroviaire algérien avec celui des autres pays du Maghreb et lui permettre de contribuer, avec efficacité, au transport, rapide, entre l'ensemble des pays qui le composent, des biens et des personnes.

Enfin, l'UCP voit dans l'étendue de la côte et de la position géographique des principales villes du nord une chance et une opportunité pour développer le transport par mer. Une alternative crédible en termes de capacité, de coût, et de sécurité pour les biens comme les personnes.

De la formation professionnelle

Dans cette perspective l'UCP considère de la plus haute importance la refonte du système de formation professionnelle pour l'adapter au nouveau contexte, marqué par l'apparition de nouveaux métiers et un niveau de qualification élevé.

L'UCP compte utiliser le levier de la formation professionnelle pour canaliser et orienter l'énergie des jeunes, en rupture avec le système d'enseignement classique et enfin accompagner leur insertion dans la vie active et partant leur réussite sociale.

La formation, c'est aussi et plus encore le souci de renouer avec les savoir-faire ancestraux, des savoirs qui se transmettent de maîtres/artisans à élèves/disciples, c'est enfin se réapproprier des modes de fonctionnement significatifs et silencieux qui ont marqué des générations et des siècles sans se démentir. La mise en synergie de ces détenteurs de connaissance et des apprenants pourrait être, en elle-même, une contribution, très forte, des pouvoirs publics, dans le domaine de l'artisanat, de la culture et de la formation dans des métiers, en plein déclin, faute de relèvement.

De l'aménagement du territoire

Stabiliser les populations et les jeunes particulièrement (ils constituent plus des deux-tiers de la population) dans ce qui leur tient à cœur, c'est surtout leur offrir des conditions de vie décente et briser définitivement l'isolement et l'abandon dans lequel se trouve une grande partie des régions du pays.

L'UCP retient dans son programme l'adoption et la mise en place d'une véritable politique d'aménagement du territoire qui garantisse la réduction des inégalités spatiales dans ses formes écologiques, économiques et sociales, et accompagne le développement équilibré, de toutes les régions du pays ; enfin une politique qui assure à tous les citoyens l'égalité en matière de promotion sociale.

Dans l'optique du parti, la politique à mener dans ce domaine doit comporter une forte dose de volontarisme et une nouvelle approche qui prenne en compte tout à la fois, les populations en place, leurs activités actuelles aussi bien que futures ; selon leurs potentialités, les infrastructures nécessaires à leur développement, les équipements requis ; le tout selon des impératifs alliant tout à la fois : ordre, écologie, et harmonie.

Un développement de cet immense espace du pays, permettra de mettre fin à l'exode rural et aux déplacements de populations, pour les raisons que tout le monde sait et avec les conséquences que l'on connaît et qui sont parfois dramatiques sur tous les plans.

L'UCP considère qu'il est du devoir de l'Etat, de garantir à l'échelle de tout le pays et partant de toutes les régions, la disponibilité, en quantités aussi bien qu'en qualité, sans distorsion ni discrimination, des infrastructures nécessaires à une vie moderne : écoles performantes, unités de santé dotées en moyens et efficaces, moyens de liaisons et de transport (y compris le transport scolaire surtout pour les localités les plus reculées et les plus isolées), centres d'activités culturelle et sportive.

Cette approche est celle de notre parti qui compte encore l'approfondir, en relation avec tous les autres acteurs de la scène politique, économique, culturelle et sportive pour élaborer une charte commune, une démarche qui permettra de rassembler les jeunes et les faire adhérer à une œuvre de reconstruction de soi et d'espoir en leur avenir.

De la politique de la ville

Fixer les populations revient aussi à parler de la ville et de son corollaire l'Urbanisme, les villes algériennes ressemblent à s'y méprendre à d'immenses étendues, pour ne pas utiliser le terme, fort dégradant et réprobateur en même temps, de ghettos ou de villes dortoir, et affichent un visage anarchique et laid et guère accueillant, voire même repoussant.

Notre parti juge l'abandon de la promotion de la ville source de toutes les dérives constatées et de dangers insoupçonnés, et ce sur tous les plans : urbanistique, touristique, social, sécuritaire (mauvais comportement, délinquance...),

C'est pourquoi l'UCP milite pour des mesures concrètes permettant l'adoption d'une politique, dynamique et ambitieuse, de la ville, la refonte des structures en charge de son développement et la mise en place de tous les outils qui doivent l'accompagner.

Cette démarche se veut globale et intégrée, nécessitant le recours, outre de l'expertise urbanistique et architecturale, la sociologie urbaine et la psychologie sociale afin de cerner les besoins des habitants et mettre en place tous les outils nécessaires à une gestion saine et durable de nos villes ;

Du développement de la culture

La culture constitue l'identité d'un peuple, et de sa sauvegarde et de sa prise en charge dépend l'épanouissement de sa personnalité en tant qu'entité sociale à part entière jouissant de tous ses attributs.

Des politiques osées et d'envergure doivent être initiées et engagées sur le terrain pour promouvoir le patrimoine culturel, entendu dans son sens le plus large, et préserver les spécificités de chaque région, considérée comme partie, d'un tout indissociable et inaliénable, et permettre enfin, leur expression dans le cadre de festivals qui mobiliseront toutes les couches sociales.

La vulgarisation du livre et le libre accès aux bibliothèques à généralisé au niveau de l'ensemble des communes du pays l'élargissement et le développement de tous les moyens d'expression artistique et de loisirs, constituent pour l'UCP, un axe privilégié dans le plan qu'elle compte mettre en œuvre.

L'Algérie doit pouvoir retrouver au plan culturel sa place et son rayonnement, à l'intérieur comme à l'extérieur !

De la gouvernance

L'Algérie entame une période faite à la fois de perspectives, et de défis d'où l'impératif d'une bonne gouvernance qui implique la société civile et permet de sauter, en amont, tous les verrous quant à la participation active des citoyens à la vie et aux affaires publiques.

Pour cela, le style et les méthodes de gouvernance doivent absolument changer et évoluer.

Sur ce plan, l'UCP se propose de se mobiliser énergiquement, en usant de tous les moyens et à travers tous les canaux, pour faire évoluer la société et sa vision de la chose publique, de ses obligations et de ses droits. Elle fera du principe de la parité Homme/ Femme, une réalité complète et effective, avec à la clé des sanctions financières voire même des mesures de suspension pour les parties récalcitrantes ou défaillantes. La femme doit, à compétence égale, pouvoir accéder à tous les postes de responsabilité quel qu'en soit le secteur (économique, administratif, politique, diplomatique).

Sur un autre plan, l'UCP prévoit de :

Mettre en place les mécanismes appropriés permettant l'accès public, facile, à l'information, à travers la vulgarisation des TIC ainsi que d'autres outils (brochures), dans un souci de transparence et d'efficacité,

Multiplier les services de proximité au niveau des quartiers et cités, favorisant l'intégration de la société civile dans le processus de gestion, de décision et de contrôle

Consolider les administrations et services publics en ressources humaines qualifiées et en moyens matériels adaptés

Décentraliser les centres de décision et de service public et permettre la satisfaction des demandes des citoyens

Renforcer les voies de recours

Sanctionner tout comportement laxiste et arbitraire émanant des agents publics

Le dispositif à mettre en place gagnera en pertinence avec la révision des codes de la commune et de la wilaya avec pour finalités le renforcement des prérogatives dévolues aux élus locaux, notamment en matière de contrôle des actions des services déconcentrés, et ce en plus de l'adoption de mesures garantissant l'équilibre des pouvoirs au niveau des collectivités territoriales.

L'UCP prévoit également la limitation des mandats électifs à deux (2) mandats, maximum

Une gouvernance moderne, c'est aussi, selon l'UCP, une plus grande efficacité et équité en matière fiscale et douanière. Deux compartiments, d'une extrême sensibilité, et aux conséquences graves, d'où la nécessaire stabilité et neutralité des lois et règlements, édictés dans ces domaines ainsi que dans d'autres, tout aussi concernés.

La corruption prend source dans les ambiguïtés et espaces livrés à tous les dépassements dans certaines lois et règlements. L'UCP va œuvrer précisément pour la mise en place de mécanismes

efficaces et efficaces, en amont aussi bien qu'en aval, en matière de lutte contre la corruption et de moralisation de la vie publique.

Sur le plan Budgétaire, l'UCP retient comme principe cardinal le nécessaire équilibre entre les recettes et les dépenses. Elle préconise, en outre, la rationalisation des choix et dépenses publiques sur la base de l'appréciation de leur opportunité, d'évaluation et d'analyse objective des retombées de toutes les opérations et projets d'investissements publics en tenant compte de l'état des finances, des paramètres financiers et économiques, du contexte mondial.

Dans son programme relatif à l'amélioration de la gouvernance, l'UCP va :

Renforcer le droit de création d'association(s) et permettre in fine une meilleure structuration de la société

Contribuer à la mise à niveau du système de sécurité social à travers des mesures visant le renforcement de la solidarité nationale et de mutualité.

Promouvoir l'exercice des droits des travailleurs,

Enfin, l'UCP compte insuffler au secteur de l'information et de la communication une nouvelle dynamique pour sa promotion en tant que garant des libertés d'opinion et d'expression dans le pays, tout en mettant l'accent sur la mise en place des instruments de régulation et de déontologie dans ce domaine.

De la politique extérieure et de la coopération internationale

L'Algérie, de par son positionnement géographique, ses potentialités et ses atouts stratégiques, son histoire, et ses positions politiques, s'intègre dans un ensemble régional, continental et international de premier plan

L'UCP, entend mettre à profit cet héritage au service du pays et du peuple. L'UCP se positionne dans une optique de renforcement de tous ces acquis en œuvrant pour une ouverture totale et favoriser une coopération avec tous les pays avec lesquels l'Algérie entretient des relations de coopération.

Avec les pays nord africains, il s'agira de renforcer les relations actuelles et de faire avancer le projet d'édification du Grand Maghreb Arabe Uni, à travers certaines grandes mesures concrètes, notamment en facilitant la liberté de circulation des personnes et des biens, outre la faculté de s'installer et de travailler, pour les ressortissants des pays membres ainsi pour les entités économiques, création d'institutions mixtes favorisant l'intégration des économies et garantie des investissements faits dans les différents pays

L'UCP est avec les autres pays Arabes, pour une approche pragmatique, elle œuvrera au renforcement des liens l'unissant à ce grand ensemble, tout en militant pour une réforme totale et profonde de tous les organes et institutions actuelles ainsi que de leur mode de fonctionnement, identifiés comme source de contraintes et de difficultés (domination, division, conflits), de dysfonctionnement et inefficacité dans le rapprochement des peuples

Le Continent Africain, est aujourd'hui, à cause de ses richesses, l'objet de toutes les convoitises de la part des grandes puissances L'UCP tout en témoignant de sa solidarité effective, entend consolider

des relations multiformes de l'Algérie avec l'ensemble des pays du continent. Elle entreprendra toutes les initiatives nécessaires, contribuant à la promotion et à la défense, dans le cadre de l'UA ainsi que des autres instances régionales aussi bien qu'internationales, des intérêts et droits des pays du continent dans tous les domaines

Avec les pays de la communauté européenne, l'Algérie jouit d'un statut particulier qu'elle pourrait faire valoir de manière encore plus forte d'autant plus qu'elle contribue, dans une proportion non négligeable, à l'approvisionnement de certains marchés de la zone en pétrole et gaz, et pourrait même, dans un avenir proche, devenir exportateur d'électricité.

L'UCP voit dans l'accord d'association et de partenariat et de la politique de voisinage « révisée », un moyen de développer les relations du pays avec la communauté européenne et son ancrage à une dynamique politique et économique substantielle.

La même appréciation est faite pour les relations entretenues avec les autres pays de la communauté internationale, partenaires de l'Algérie.

Enfin, l'UCP fait du respect des accords conclus par l'Algérie, avec ses partenaires et organisations régionales et internationales, un principe cardinal, sans exclure cependant la possibilité de renégocier, lorsque l'opportunité lui est offerte, ceux dont l'impact pourrait s'avérer, au vu de l'expérience acquise, comme déséquilibré ou encore inadapté.



حزب الإتحاد من أجل التغيير و الرقي

ΙΛΦΘΚΗΞ Ι'ΘΘΛΛΕΗ Λ'ΗΧΟ.Π.Η†Φ

Union pour le Changement et le Progrès

Political Party Union for Change and Progress

البرنامج

 Union pour le changement et le progrès

www.ucp.dz

ديباجة

يطمح حزب الاتحاد من أجل التغيير والرقي إلى أن يكون حزبا جمهوريا في مكوناته الأساسية، وسطيا في مواقفه ومكانته بالنظر إلى التيارات السائدة على الساحة السياسية الوطنية، طلائعيا في أفكاره وجامعا للشمل من حيث تطلعاته وصداه لدى المواطنين والمواطنات.

إن الاتحاد حزب يطمح بالدرجة الأولى إلى المساهمة بكل جدية، ليس فقط في النقاش والحوار حول مشروع المجتمع الذي يتعين بناؤه، بل على وجه الخصوص إلى تقديم إسهامه الفعال في السياسات التي يتم اعتمادها في كل مجالات الحياة السياسية والاجتماعية للبلاد.

يعتزم حزب الاتحاد من أجل التغيير والرقي العمل على إعادة الأمل والطمأنينة المفقودتين لدى المواطن وذلك بالإقناع وبتعبئة كل قوى الأمة والفاعلين وذلك بهدف التكفل بمشروع عصرنة البلاد والنهوض بها ومن ثمة بمستقبل كل المواطنين دون إقصاء.

وتظل الدعامات والمفاتيح التي يأمل حزب الاتحاد من أجل التغيير والرقي اعتمادها في عمله الدؤوب لكسب ثقة المواطن هي قدرة الاستماع وقوة الحوار والتشاور والعمل الجماعي المشترك .

الدولة والمؤسسات

إن تعزيز وتقوية الدولة ومؤسساتها يشكل العمود الفقري لعمدنا المستقبلي من خلال مقاربة فلسفية ودستورية وحتى اجتماعية لمفهوم الدولة والبناء المؤسساتي لها، فهو يرتكز أساسا على تحديد مهامها بوضوح بما يضمن إزالة كل أشكال العقبات والحوارج التي تحول دون دورها في مجالي الضبط والرقابة.

ولن يتحقق هذا إلا من خلال الفصل الفعلي بين مختلف السلطات (التنفيذية – التشريعية – القضائية). ولإعطاء هذا الفصل محتوى فإنه يتعين أن يصاحبه توازن حقيقي بين هذه السلطات تقاديا لوضعيات الاحتكار والفوقية.

وإذ يرى الاتحاد من أجل التغيير والرقي أن البناء المؤسساتي الحالي يعاني من بعض الاختلالات التي تحد من انسجامه وتضعف مصداقيته. وهو ما يدعو الاتحاد إلى السعي لدى من يهمهم الأمر للعمل على معالجة هذه الأوضاع طبقا للقواعد المعمول بها في هذا الشأن. وينطبق ذلك أيضا على هياكل ومؤسسات وأساليب الرقابة التي ينبغي إنشاؤها لا سيما تلك المتعلقة بتوسيع إخطار المجلس الدستوري للمواطنين وفقا للإجراءات المعمول بها في هذا الصدد.

كما تشمل هذه الإصلاحات تلك التي تتعلق بتوضيح مهام وصلاحيات الإدارة المركزية بكل دقة من جهة والجماعات الإقليمية من جهة أخرى بما يضمن إزالة كل غموض أو تأويل محتمل.

إن تقاسم السلطات بين الإدارة المركزية والجماعات الإقليمية من شأنه أن يحقق استقلالية ومسؤولية هذه الأخيرة بما يضمن بناء دولة القانون، حلم ومطلب المواطنين والمناضلين، على أسس سليمة ودائمة.

السلطة القضائية

يهدف الاتحاد كذلك بالأساس إلى إعادة كسب ثقة المواطن الجزائري من خلال إزالة كل أشكال العقبات والحواجز التي تواجه إرادته الأكيدة في البحث عن العدالة الحقيقية والرفاهية والعدالة الاجتماعية.

إن المساواة في الحقوق والواجبات بين كل الجزائريين مهما كان جنسهم أو مستواهم الاجتماعي يظل من بين المبادئ الأساسية التي يعتمدها الاتحاد من أجل التغيير والرقى في برنامج على اعتبار أن المساواة بين المواطنين مرهونة بنوع مشروع المجتمع المنشود؛ مجتمع سليم في أسسه، ناضج في تعبيره، خال من الأحكام المسبقة ومن كل أشكال الكبت التي تحد تفتح وترقيته.

يتعين بناء سلطة قضائية قوية نزيهة ومستقلة مثلها مثل السلطتين التشريعية والتنفيذية وموجهة لخدمة المواطن (وليس ضده)، وبعيدة عن كل التلاعبات، بما يضمن إرساء دولة الحق والقانون التي يطمح إليها كل مواطن.

إن تحقيق عدالة نوعية مرهون بتغيير صورة العدالة وصورة سلك القضاء كله وإبعاد وحماية القضاة من كل أشكال الضغوطات أيا كان مصدرها.

إن كل المجهودات التي ستبذل في هذا الشأن ستسمح بإعطاء معنى ملموساً لمبادئ حقوق الإنسان والدفاع عنها بما يجعلها ضماناً ضد كل أشكال التجاوزات والتعسف. كل ذلك بهدف تحقيق المثل الأعلى الذي يصبو إليه المواطنون في إقامة عدالة حقيقية.

مدرسة الغد وتكوين أجيال المستقبل

يتطلب الأمر في هذا الميدان محاربة كل أشكال الامتيازات وكافة أنواع الإقصاء التي تمس مختلف أطياف المجتمع. كما يتطلب بناء مدرسة جزائرية جديدة بعيدة عن الصورة النمطية التي أعطيت لها عن قصد أو دونه؛ مدرسة متفتحة على العالم وعازمة على التوجه نحو المستقبل من حيث نوعية التعليم أو الثقافة المتداولة أو الهياكل، ومن حيث المحتوى، والمنهجية، والبيداغوجية، والآفاق، بما يمكن الطفل من التفكير الحر الخلاق وأن يشعر بالسعادة في مدرسته.

إن الرؤية الاستراتيجية لمدرسة الغد تعني في نظر الاتحاد من أجل التغيير والرقي تحريرها من كل المعوقات وذلك بالعمل على ملاءمة حجم ساعات الدراسة السنوية بما يغطي البرامج المقررة، بالإضافة إلى التفكير في إعداد كل المراحل الكفيلة بفتح أبواب الجامعات والمدارس الكبرى أمام الطلبة والطالبات لتحضير قادة ونخب المستقبل، جامعات ومدارس تجعل من البحث والتطور والإبداع والإتقان هدفها الأسمى وحقيقة ملموسة.

يلقى التعاون مع الجامعات المعروفة والمدارس الأجنبية المتخصصة في برنامج الاتحاد كل الدعم والتشجيع وبكل الصيغ وذلك من خلال: استقطاب الخبراء، فتح هياكل جديدة، استجلاب برامج متقدمة وفتح باب التكوين بالخارج لذوي المواهب والكفاءات الحقيقية مع الحرص على توظيف هذه الكفاءات العالية في مجالات اختصاصاتها لمصلحة الوطن.

ويظل هدف الاتحاد من أجل التغيير والرقي وكل الذين يلتزمون إلى جانبنا هو تجسيد هذا المشروع الضخم الذي يحمل آمال وآفاق المستقبل للوصول بالجزائر إلى مصاف الأمم التي لها حسابان في عالم تسوده منافسة شرسة وتحديات الألفية الجديدة.

التشغيل

يجب أن يرتبط التكوين بسوق العمل الذي ينبغي أن يسوده التنوع والحيوية.

وإذ تعاني الجزائر اليوم من بطالة حادة وسوء تشغيل صارخ لمواردها وكفاءاتها الوطنية، يعتبر الاتحاد هذه الوضعية خطيرة النتائج على البلاد ويقترح إعادة النظر في طريقة التكفل الحقيقي والفعال لمسألة التشغيل من خلال الإجراءات التالية :

- إنشاء هيئة مستقلة مؤهلة بجمع الإحصائيات حول البطالة بكل أشكالها وذلك لتحديد مدى جسامتها واقتراح الحلول الملائمة بشأنها؛
- تقييم أداء الهيئات المكلفة بالتشغيل باختلاف أنواعها (ANSEJ , ANGEM , CNAC) من طرف هيئة مستقلة ذات مصداقية تقدم اقتراحات وحلول ملموسة؛
- وضع حد لكل الانحرافات المسجلة في هذا الشأن ووقف تبديد المال العام بحجة الحفاظ على السلم الاجتماعي؛
- وضع خطة ناجعة لامتصاص البطالة والحد منها، تحت إشراف الحكومة يرافقها فيها الشركاء الاقتصاديين والاجتماعيين؛
- منح امتيازات ذات طابع جبائي وأفضلية في الحصول على صفقات عمومية لكل المؤسسات التي تعمل تحت هذه الديناميكية.

ويعتبر الاتحاد من أجل التغيير والرقي أن سوء استخدام الكفاءات الوطنية أحد الأسباب الرئيسية التي أدت إلى هجرة الأدمغة، هذه الظاهرة التي يعمل الاتحاد بكل حزم وتفان لمحاربتها وذلك بـ :

- خلق الظروف الملائمة لاستعمال ناجع للكفاءات الوطنية؛
- تشجيع التكوين تحت الطلب؛
- العمل على استقرار النخب الوطنية وتحفيز عودة الكفاءات المهاجرة من خلال تحسين ودعم مستوى الأداء على المستوى الاقتصادي والاجتماعي والمالي والسياسي طبعاً.

الصحة

تشكل الصحة نقطة الضعف الأخرى لبلادنا؛ فهياكل الاستقبال مهترئة وغير لائقة وغير كافية، تعاني من نقص حاد في عدد الطاقم الطبي المتخصص وفي قلة الأدوية خاصة ما تعلق منها ببعض الأمراض المزمنة.

إن الجزائر في حاجة إلى قفزة نوعية في مجال الصحة وتأهيل مراكز العلاج وتكوين المستخدمين وإنتاج الدواء بما يلبي احتياجات المواطن.

يعتبر الاتحاد من بين الأهداف ذات الأولوية تكثيف إنشاء هياكل صحية في الاختصاصات المختلفة وذلك بالشراكة إن اقتضت الضرورة بما يضمن تغطية صحية متكافئة بين مختلف جهات الوطن.

كما يعترف الاتحاد اتخاذ كافة الإجراءات التي من شأنها تكثيف ورفع إنتاج الأدوية، بالإضافة إلى إنشاء مرصد للمراقبة ذو صلاحيات واسعة لمتابعة تطور نظام الصحة في مجمله من جهة وللتأكد من مدى فائدة أو خطورة الأدوية المستوردة ولمتابعة الأسعار المطبقة المبالغ فيها من جهة أخرى، ووضع حد للنزيف والفوضى اللذين يعمان هذا القطاع.

الاقتصاد وتنمية المؤسسات

يصبو الاتحاد من أجل التغيير والرقي على الصعيد الاقتصادي إلى إتباع سياسة تتسم بالذكاء والقوة والحيوية. ويتطلب ذلك وضع إستراتيجية واضحة المعالم في مجال السياسة الصناعية تحفز على وجود أقطاب تنافسية لا سيما في المجالات التي تحوز فيها الجزائر على قدرات يمكن الارتكاز عليها : صناعة الفولاذ - الإلكترونيك - الميكانيك - الحديد والصلب - الكهرباء بالإضافة إلى الكيماويات والفروع الحيوية الأخرى التي يجب الاستفادة فيها من التجارب الناجحة للعديد من شركاء الجزائر على غرار كندا وكوريا الجنوبية. كما

يجب فتح فضاءات للاستثمار الأجنبي بكل أنواعه ووفقا لمعايير وشروط يتفق عليها، بما يحفظ الموارد المالية للجزائر وأمنها.

يجب أن تسمح الاختيارات المعتمدة والالتزامات والانجازات ، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة إلى توسيع وتكثيف النسيج الصناعي الوطني وخلق عدد هائل من المؤسسات المتوسطة والصغيرة كفيلة بخلق مناصب شغل.

يعتزم حزبنا تقوية هذه الديناميكية وإعطائها بعدا أوسع من خلال التطهير الكامل لوضعية الشركات الجزائرية ورفع العراقيل التي عطلت منذ فترة طويلة حيويتها وصورورتها. ومن بين الإجراءات التي يعتمدها الاتحاد بكل قوة؛ القيام بالتطهير المالي والهيكلي بما يضمن أحقيتها في التمويل من طرف البنوك ومن ثم تنميتها.

إن الانضمام الوشيك للجزائر لمنظمة التجارة العالمية سيفتح آفاقا جديدة لاقتصادنا ولمؤسساتنا، ولهذا فإن حزب الاتحاد من أجل التغيير والرقى يرى أنه من الضروري تقديم كل المساعدات اللازمة لمؤسساتنا الاقتصادية لتلعب دورا فاعلا وتساهم بذلك في التصدير والتخفيف من حدة الاستيراد ومن ثمة تحقيق نوع من التوازن في المبادلات مع الخارج.

إصلاح المنظومة البنكية

يتأسف الاتحاد على ما آلت إليه الأوضاع في قطاع البنوك التي لم تمسها ديناميكية التغيير التي عرفتها القطاعات الأخرى. الأمر الذي يدفع إلى إعادة النظر في إصلاح القطاع بما يضمن إشراك البنوك في تمويل الاقتصاد ونجاعته. كل ذلك مع مراعاة التنظيم الدولي المعمول به.

إن مصداقية الدولة تمر عبر مصداقية المؤسسات المالية والمصرفية التي يجب أن تتلاءم مع المعايير الدولية.

وفي هذا الإطار فإنه يتعين إعادة النظر في قانون النقد والقرض بما يدعم استقلالية البنك المركزي ومراقبة المؤسسات المالية.

يشكل إصلاح المنظومة البنكية مرحلة إستراتيجية وحاسمة طالما ظلت بعيدة عن الواقع وعن الانشغالات والاحتياجات الحقيقية للمؤسسات إذ يلاحظ أن هناك قلة تتمكن من التعامل مع البنوك والحصول من ثمة على القروض والدعم المالي. بينما الغالبية من المؤسسات تبقى رهينة إمكانياتها المتواضعة من جهة والمنافسة الغير الشرعية للسوق الموازية من جهة أخرى.

كما يتعين تسهيل الحصول على القروض وإعادة النظر في نظام التأمينات لملاءمته أيضا مع المتطلبات الاقتصادية والمالية للمتعاملين الاقتصاديين.

إصلاح وتنمية الفلاحة والصيد البحري

الفلاحة

بالموازاة مع التطور الصناعي يمثل قطاع الفلاحة والصيد البحري المحور الثاني في مشروع التنمية الاقتصادية للبلاد "خارج قطاع المحروقات". ويعتزم الاتحاد العمل مع جميع القوى الحية الأخرى في البلاد التي تتقاسم معه الرؤية والتصور من أجل إعادة صياغة استراتيجيات التنمية في هذا الميدان. تنمية تتميز بالعلمية والاحترافية والعصرية.

والملاحظ أن مساحات الأراضي الخصبة تنقلص يوما بعد يوم بسبب مشاريع عمرانية واقتصادية، لا تراعي الحد الأدنى من المعايير المعمول بها في مجالي العمران والبيئة من جهة، واعتاد مشاريع إصلاح زراعي في مناطق تنعدم فيها الوسائل الضرورية لذلك. يلتزم الاتحاد في هذا المجال باعتماد إصلاحات هامة وهيكلية وذلك من أجل:

- المحافظة على الأراضي ذات الطابع الفلاحي؛
- تكثيف الاستثمارات الضرورية من أجل تطوير وتوسيع وخلق مساحات فلاحية أخرى؛
- تقوية كافة الفروع الإنتاجية الإقليمية وإدخال زراعة مواد جديدة، مع السهر على إتباع سياسة تأخذ في الحسبان التوازنات الكبرى والأساسية في مجال حماية البيئة والمحيط.

الصيد البحري

تتوفر بلادنا على شاطئ بحري طوله 1200 كلم، بالإضافة إلى الإمكانية الهائلة التي لا يمكن تجاهلها في ميدان تربية الأسماك. وهذا ما يمثل بالنسبة للاتحاد عاملا رئيسيا لخلق فرص كبيرة لتطوير العديد من النشاطات: إعادة تهيئة موانئ الصيد، بناء السفن وتصنيع مواد الصيد، بناء وحدات للتعليب وتنمية كل نشاط من شأنه أن يؤدي إلى إنعاش قطاعات اقتصادية أخرى وذلك بفضل الاستثمارات التي تمنحها الدولة بطريق مباشر أو غير مباشر عبر القنوات المعمول بها.

الموارد المائية

من بين الآثار الخطيرة الناجمة عن التغيرات المناخية ندرة المياه، التي ينبغي أن تشكل شغلنا الشاغل. إن هذه المادة الحيوية تتناقص، وإن وجدت فإنها تتطلب إمكانات ضخمة

تقنية ومالية لتوفيرها للمواطنين بالكميات والنوعية اللازمين على مستوى كل مناطق الوطن. بالإضافة إلى المحافظة عليها من التبخير و/أو التلوث.
تتمحور إستراتيجيتنا في هذا الميدان حول أربعة أهداف أساسية :

- عقلنة توزيع المياه وذلك باستعمال معايير توجيه الاستهلاك بالقضاء على ظواهر تضييع الماء والضخ اللاقانوني للمياه الجوفية؛
- تدعيم شبكات تجميع المياه من خلال رفع عدد السدود والأحواض؛
- ربط مختلف الشبكات بما يضمن تسهيل تحويل المياه بين مختلف هياكل وتجهيزات الوطن؛
- تطوير تقنيات احتواء واسترجاع مياه الأمطار.

أما مسألة تحلية مياه البحر فيجب أن تبقى، نظرا لكلفتها الباهظة، في إطارها الضيق كحل بديل وليس كحل على المدى الطويل.

تمثل معالجة المياه المستعملة من جهة، حلا لمشاكل التلوث ، كما تساهم في تلبية الاحتياجات الضخمة للمتعاملين الصناعيين من المياه من جهة أخرى. كما تشكل فرصة لاستثمار المتعاملين الخواص والذين تتوفر لديهم التجربة والتقنيات اللازمة في هذا الميدان.

الطاقة

بدون الخوض في نقاش الخبراء والمتخصصين الذي يتطلب الكثير من الوقت، فإن الاتحاد يعتبر أن الجزائر تتوفر على أحد أهم وأكبر حقول الطاقة على مستوى البحر المتوسط.

هذه الحقول بحاجة لتطويرها خاصة بالنظر إلى النمط السريع السائد في مجال استغلال احتياطياتنا من المحروقات، وهو نمط لم يؤد مع الأسف إلى اكتشافات جديدة معتبرة. إن وجود سياسة حفظ وصيانة حقيقية تجعلنا نقرب حتميا ويوميا من الاختفاء التام لهذا المورد الحيوي الذي لا يتجدد.

وهو ما جعل اتحادنا يضع في أولويات برنامجه ما يلي:

- تكثيف برامج البحوث والاكتشافات في كافة المناطق التي يحتمل أن تتوفر على النفط والغاز (فإلى اليوم لم يتم مسح سوى 30% من مجموع التراب الوطني)، لا سيما وأن مستوى الأسعار الحالية يسمح بتدعيم مثل هذه البرنامج ماليا؛
- عدم استغلال واستهلاك الاكتشافات المحتملة مستقبلا، والعمل على الحفاظ عليها لصالح الأجيال القادمة؛
- إعطاء قيمة وأهمية أكبر للمحروقات، وذلك بتطوير قطاع الصناعات البتروكيمياوية التي تحتاج لمنتجات المحروقات؛

وعلى صعيد آخر، فإن خطة إنتاج الكهرباء، تتميز الآن بعدم الاستقرار، وبالرغم من الاستثمارات المنجزة فإن الطاقة الكهربائية تبقى غير مؤمنة باستمرار، كما أن مستوى الخدمات يظل بعيدا عن احتياجات مستعملي هذه الطاقة.

ومن جهة أخرى فإن التخلي التدريجي عن استعمال الطاقة النووية، من طرف بعض الدول الأوروبية المستهلكة الكبرى للطاقة، الذي أملته ضغوط الحركات والأحزاب المدافعة عن البيئة يمثل، في نظر حزبنا، فرصة لبلادنا يتعين استغلالها.

وفي هذا الإطار، فإن حزبنا، مع تدعيمه للسياسات المتبعة يقترح ما يلي:

- تكثيف الشبكة الموجودة لإنتاج الطاقة الكهربائية من خلال إنجاز محطات جديدة أكبر قدرة إنتاجية وأقل استهلاكاً للطاقة؛
- ضمان ربط الشبكات الوطنية مع شبكات الدول المجاورة، ومن ثم ربطها مع شبكات الدول الأوروبية مع التطلع للبدء في تصدير الطاقة الكهربائية؛
- تطوير مصادر أخرى لإنتاج الطاقة المتجددة مثل: الطاقة الشمسية (مشروع desertec الخ...) قوة الرياح، وبالمقابل لذلك مراعاة نقل التكنولوجيا والمعرفة في تطوير الصناعات التي تتطلب تكنولوجيا عالية كصناعة الألواح الشمسية والتوربينات.

السياحة

إن تجارب جيراننا المباشرين الغنية بالدروس تؤيد أفكار اتحادنا في هذا القطاع بصفته مصدرا كبيرا لتوفير مناصب شغل وموردا هاما للعملة الصعبة.

وللجزائر قدرات هائلة لجذب السياح، فطبيعتها غنية ومتنوعة. ففي كل الجهات، جنوبا وشمالا شرقا وغربا، تتوالى المناظر السياحية الخلابة دون أن تتشابه. ويضيف المناخ إلى هذا التنوع وإلى جمال الطبيعة تنوع حقيقي للجو حسب فصول السنة الأربع.

إن خطة التنمية المرجوة في هذا القطاع الذي يعترم اتحادنا تجسيدها ترتبط بمدى قدرة هذا القطاع وإمكانياته الهائلة، بحيث يمكن اعتبارها بمثابة خطة مارشال مصغرة نظرا لما تحمله هذه التسمية من معان نبيلة: البناء والنهوض والإنعاش.

ففي البداية، من حيث النصوص القانونية وتحديد المناطق السياحية الواجب تطويرها و/أو ترقيتها فإنه يتعين:

- تنظيم جلسات وطنية تضم كبار المتخصصين والمتعاملين الأجانب بما يمكن، ليس فقط من رفع الغموض الذي يميز القطاع، ولكن خاصة من توضيح الرؤيا والأهداف التي نصبو إلى تحقيقها؛

- العمل على تحديد البرامج وضمان نجاعتها واختيار التوقيت المناسب لها؛

- إعداد كافة المتطلبات والشروط الأولية، خاصة فيما يتعلق بالهياكل القاعدية والتكوين.

النقل

إن التنقل داخل المدن الجزائرية بل حتى فيما بينها أصبح يشكل هاجسا وتحد كبيرين يعيشهما المواطن يوميا. إن احتياجات قطاع النقل العمومي للأشخاص والبضائع يستدعي اعتماد حلول جذرية معتبرة على المدى القصير، المتوسط والطويل.

ففي هذا الصدد، يطمح الاتحاد إلى إضفاء طابع منطقي وديناميكي بالعمل على تهيئة الظروف اللازمة لتطوير هذا القطاع في إطار شامل وفي ظل سياسة ميدانية وطموحة تهدف بالأساس إلى:

- تسهيل عملية تنقل الأشخاص وفتح آفاق جديدة أمامهم في مجال التشغيل والسكن على مستوى التجمعات المحلية مهما كان موقعها، ومن ثم المساهمة، بصفة غير مباشرة، في وضع سياسة وثقافة جديدة في ميدان التهيئة العمرانية الإقليمية؛
- العمل على توسيع وتكثيف مختلف آليات وشبكات النقل العمومي بهدف دمجها في العملية الاقتصادية والاجتماعية ككل وتحسين أدائها؛
- العمل على التقليل من اختناق المدن وجعلها أكثر سيولة في التنقل مما يكون له الأثر البالغ في تخفيف حدة القلق التي يعانيها مستخدمي شبكات النقل من جهة، وفي القضاء على ظاهرة التغيب عن العمل من جهة أخرى.

إذا كانت نفس الأسباب تؤدي إلى نفس النتائج، فإن قطاع النقل بالسكك الحديدية، رغم بعض الانجازات والتحسينات، لم يعرف النقلة النوعية المنتظرة، بحيث بقي بعيدا عن طموحات المواطن سواء ما تعلق منها بتغطية كافة التراب الوطني بالسكك الحديدية أو ما تعلق منها بالاحتياجات الحقيقية أو المفترضة بخصوص تنقل الأشخاص والبضائع.

يعتبر الاتحاد هذا القطاع عاملا رئيسيا من عوامل التنمية الجهوية داخل الوطن، خاصة تلك التي تعاني من العزلة، كونه عنصر أساسي في خطط التنمية المستقبلية.

إن اعتماد سياسة حكيمة تفتضي إعطاء أولوية لهذا القطاع بتخصيص اعتمادات مالية معتبرة لتحقيق الأهداف التالية:

- إنجاز شبكة نقل حديدية كثيفة وعصرية تمتد عبر كافة أرجاء الوطن لتحل تدريجيا محل النقل البري بأسعار تنافسية وأمن أكبر؛

- العمل على دمج شبكة النقل الحديدية الجزائرية بشبكات الدول المغاربية بما يسمح خاصة بالمساهمة بكل فعالية وسرعة وائتمان لنقل الأشخاص والبضائع بين هذه الدول.

وفي الأخير، فإن الاتحاد يرى في امتداد شواطئنا والموقع الجغرافي لمدننا الساحلية فرصة سانحة لتطوير النقل البحري وخيار من شأنه أن يمثل بديلا معتبرا من حيث القدرة الاستيعابية والتكاليف والأمن لنقل الأشخاص والبضائع.

التكوين المهني

ينوي الاتحاد في هذا المضمار إعادة النظر كلية في منظومة التكوين المهني بما يتلاءم مع التحولات الجديدة التي تتسم بظهور حرف ومهن جديدة تتطلب أيضا تأهيلا مهنيا عاليا. وإذ يعتزم الاتحاد استغلال جانب التكوين المهني من أجل توجيه الطاقة الكامنة في الشباب لا سيما المقصيين منهم من نظام التعليم العام، ومن ثم العمل على متابعة إدماجهم في مختلف أنشطة الحياة المهنية والاجتماعية.

إن التكوين يقتضي كذلك تثمين المعارف المتوارثة والاعتراف لأصحابها بالدور الفعال الذي تؤديه الأجيال المتعاقبة في الحفاظ على الأنشطة الحرفية التي تنتقل من أجيال المعلمين الحرفيين والفنيين إلى الأجيال التالية من الحرفيين المتعلمين، والعمل على ضمان التوافق والانسجام الكامل بين من يملكون المعرفة وبين المتطلعين للحصول عليها وهذا من شأنه أن يشكل مساهمة فعالة من السلطات العمومية للحفاظ على تراث الصناعات التقليدية والثقافية وتكوين الحرفيين من الزوال.

التهيئة العمرانية

إن العمل على استقرار المواطنين لاسيما الشباب منهم الذين يمثلون ثلثي السكان، يتمحور بالأساس في توفير ظروف الحياة الكريمة والقضاء بصفة نهائية على حالة العزلة والتهميش التي تميز الكثير من مناطق الوطن.

يعتمد الاتحاد في برنامجه سياسة حقيقية للتهيئة العمرانية تضمن التقليل من الفوارق والتفاوتات العمرانية بكل أشكاله البيئية والاقتصادية والاجتماعية بالتزامن مع تنمية متوازنة بين كافة مناطق البلاد، أي سياسة تضمن لكل المواطنين المساواة في مجال الترقية الاجتماعية.

إن السياسة التي يجب إتباعها في هذا المجال تتطلب قدرا كبيرا من التطوعية ومقاربة جديدة تأخذ في الحسبان، في آن واحد، المواطنين، ونشاطاتهم الحالية والمستقبلية، حسب قدراتهم،

من جهة، والهيكل القاعدية اللازمة لتطورها والمعدات المطلوبة من جهة أخرى. كل ذلك في إطار يوفق بين حتميات حسن التنظيم وحماية البيئة والانسجام العمراني.

إن تحقيق تطور منسجم لمختلف فضاءات الوطن يساهم بدون شك في الحد من الهجرة الريفية والتنقل العشوائي للمواطنين الذي أدت، أسبابه المعروفة، إلى العواقب الوخيمة التي يعيشها كل المواطنين على أكثر من صعيد.

وإذ يعتبر الاتحاد أنه من واجب الدولة، ضمان توفير الهياكل الضرورية (كما ونوعا وبدون أي تمييز) لحياة عصرية في كافة أرجاء البلاد من: مدرسة ناجعة وفعالة، ومرافق صحية مجهزة بكل الإمكانيات الضرورية لتغطية صحية كاملة، ووسائل الاتصال والنقل (بما في ذلك النقل المدرسي خاصة بالنسبة للتجمعات البعيدة والمعزولة)، ومراكز للنشاط الثقافي والرياضي.

هذا هو تصور حزبنا الذي سنعمل على تعميقه بمعية كل الشركاء المتواجدين على الساحة السياسية والاقتصادية والثقافية والرياضية من أجل إعداد أرضية مشتركة ومسعى يمكن من تعبئة الشباب حول مشروع لإعادة بناء الذات وبعث الأمل في مستقبلهم.

سياسة تنظيم المدينة

إن العمل على استقرار المواطنين معناه أيضا الحديث عن المدينة ومرادفها العمران. فقد أصبحت المدن الجزائرية تشبه تلك التجمعات الكبيرة المشوهة فهي عبارة عن "الجيتوهات أو مراكز إيواء". وهي مدن تعدمها الفوضى تفتقد لأدنى المواصفات العمرانية ناهيك عن كونها تنفر أكثر مما تستقطب .

يرى حزبنا أن إهمال تطوير المدن كان مصدر كل الانحرافات والمخاطر على كافة الأصعدة: العمرانية والسياحية والاجتماعية والأمنية وظهور سلوكيات سلبية.

ولهذا يتبنى حزبنا اتخاذ سلسلة من الإجراءات العملية تسمح باعتماد سياسة حيوية وطموحة للمدينة وذلك بإعادة للنظر في هياكلها المعنية بتنميتها وتطويرها إلى وضع كافة الآليات الضرورية لذلك. وهو المسعى الشامل والمندمج الذي يتطلب الاعتماد على الخبرة العمرانية والهندسية إلى جانب السوسولوجيا العمرانية والسيكولوجيا الاجتماعية قصد تحديد احتياجات السكان بدقة ووضع الآليات اللازمة للتسيير الفعال لمدننا.

الثقافة والفنون

تشكل الثقافة هوية الأمة، والمحافظة عليها والتكفل بها مرهون بترقية شخصيته ككيان اجتماعي متكامل يتمتع بكل مقوماته.

يجب اتباع سياسات جريئة وشاملة والعمل على تطبيقها في الميدان لترقية التراث الثقافي بمعناه الواسع والحفاظ على مميزات كل منطقة باعتبارها جزءا لا يتجزأ ولا يمكن التخلي عنها مع تمكينها من التعبير في إطار المهرجانات التي تشارك فيها كل فئات المجتمع.

يشكل نشر وتوزيع الكتاب، وتسهيل المطالعة في المكتبات وتعميم ذلك على مستوى كافة بلديات الوطن وتوسيع وتطوير كل وسائل التعبير الفني والترفيهي، محورا أساسيا في البرنامج الذي ينوي الاتحاد وضعه قيد التنفيذ.

وسيعمل الاتحاد على أن تستعيد الجزائر مكانتها وإشعاعها الثقافي على المستويين الداخلي والخارجي.

الحكم الراشد

تدخل الجزائر في مرحلة تتميز على حد سواء بالأمال والتحديات التي تفرض إتباع سياسة الحكم الراشد وذلك بتوسيع مشاركة المجتمع المدني وإزالة كل العراقيل التي تحول دون مشاركة المواطنين بفعالية في تسيير الشأن العام. وعليه فإن نمط وسبل الحكم يجب أن تتغير وتتطور.

وفي هذا المضمار، يرى الاتحاد وجوب تعبئة كل الطاقات باستعمال كافة الوسائل وجميع القنوات من أجل ترقية المجتمع وتصور للشأن العام، وكذلك بخصوص حقوقه وواجباته. وسيعمل الاتحاد على تكريس وتجسيد المساواة الكاملة غير المنقوصة بين الرجل والمرأة مع فرض عقوبات مالية وحتى إجراءات توقيف ضد كل الأطراف المترددة والمهملة. وعليه فإنه يتعين أن تتبوأ المرأة التي تتوفر فيها نفس الكفاءة كل مناصب المسؤولية ومواقع صنع القرار في مختلف القطاعات السياسية، الدبلوماسية، الادارية، الاقتصادية... الخ.

وعلى صعيد آخر يعتزم الاتحاد:

- وضع الآليات المناسبة التي تمكن المواطن من الحصول على المعلومات التي يريد بكل سهولة عبر كافة القنوات، وكذلك من خلال تعميم تكنولوجيا الإعلام والاتصال والوسائل الأخرى كالنشرية والدوريات وذلك تحقيقا للشفافية والنجاعة؛
- نشر وتكثيف الخدمات الجوارية على مستوى الأحياء بما يشجع اندماج المجتمع المدني ومشاركته في مسار التسيير والقرار والمراقبة؛
- تدعيم الإدارة والخدمات العامة بالموارد البشرية المؤهلة وبالوسائل والإمكانيات الملائمة واللازمة لذلك؛
- ضمان لامركزية مواقع اتخاذ القرارات والخدمات العامة والعمل على تلبية طلبات المواطنين والاستجابة لها؛

- تعزيز إمكانية طرق الطعون للمواطن؛

- معاقبة كل تصرف غير مسؤول أو تعسفي يصدر عن أعوان الدولة.

ولكي وحتى تصبح هذه الإجراءات أكثر فعالية وذات مصداقية، فإنه يتعين إعادة النظر في قانوني البلدية والولاية بما يدعم صلاحيات المنتخبين المحليين، خاصة في مجال الرقابة على نشاطات المصالح الغير ممركرة هذا دون إغفال اتخاذ إجراءات تضمن تحقيق التوازن في الصلاحيات على مستوى الجماعات الإقليمية.

وفي هذا الصدد يعتزم الاتحاد تحديد العهدة الانتخابية بعهدتين فقط.

إن الحكم الراشد يقتضي أيضا حسب رؤية حزبنا العمل على تحقيق نجاعة وعدالة أكبر في المجال الضريبي والجمركي، لما لهذين القطاعين من حساسية ومن انعكاسات خطيرة محتملة تستدعي ضرورة وضع قوانين وإجراءات مستقرة ومحيدة في هذين القطاعين وفي كل الميادين ذات العلاقة.

إن تقشي ظاهرة الرشوة وانتشارها تجد مصدرها في الغموض واللبس اللذين تتسم بهما بعض القوانين والتنظيمات، بحيث تفتح المجال واسعا أمام التأويلات والتجاوزات وحتى التعسف. وفي هذا الإطار سيعمل الاتحاد على وضع آليات ناجعة للحد من هذه الظاهرة الخطيرة وإضفاء الأخلاقيات على مختلف جوانب الحياة العامة.

وفي مجال الميزانية، يتبنى الاتحاد كمبدأ أساسي ضرورة تحقيق التوازن بين المداخل والنفقات. كما يرى ضرورة عقلنة الاختيار في الإنفاق العام على أساس الجدوى والتقييم والتحليل الموضوعية لمردودية كل عمليات ومشاريع الاستثمار العام، مع الأخذ بعين الاعتبار الوضعية المالية والعوامل المالية والاقتصادية والوضع العالمي.

وفي برنامج القاضي بالوصول إلى الحكم الراشد سيعمل الاتحاد على :

- تعزيز الحق في إنشاء الجمعيات بما يسمح في النهاية بتنظيم المجتمع على أسس سليمة؛

- المساهمة في إعادة تأهيل نظام الحماية الاجتماعية باعتماد إجراءات من شأنها تعزيز التضامن الوطني والاشتراك التساهمي؛

- ترقية ممارسة الحقوق العمالية.

وأخيرا يعتزم الاتحاد إعطاء ديناميكية جديدة لقطاع الإعلام والاتصال قصد الوصول به كضامن لحرية الرأي وحرية التعبير في البلاد، مع التأكيد على وضع آليات التنظيم واحترام أخلاقيات المهنة في هذا المجال.

السياسة الخارجية والتعاون الدولي

إن الموقع الجيوستراتيجي للجزائر، وما تتوفر عليه من إمكانيات استراتيجية إلى جانب تاريخها ومواقفها السياسية، يجعلها في موقع متميز على كل المستويات الإقليمية والقاري والدولي.

وسيوظف الاتحاد هذا الموروث الهام في خدمة الشعب والوطن، وسيعمل على تعزيز كل هذه المكتسبات، مع التأكيد على الانفتاح التام وتشجيع التعاون مع جميع الدول التي تربطها علاقات تعاون مع الجزائر.

فمع دول شمال إفريقيا يتعلق الأمر بدعم العلاقات الحالية معها ، وذلك بالعمل على بناء المغرب العربي الكبير باعتماد إجراءات فعالة وناجعة في الميدان، تتمثل بالدرجة الأولى في تسهيل حركة تنقل الأشخاص والبضائع، مع ضمان الحق في الاستقرار والعمل فيما بين مواطني دول المغرب العربي والمتعاملين الاقتصاديين. وإنشاء مؤسسات مشتركة تزيد من درجة الاندماج فيما بين اقتصاديات البلدان المغاربية وتكفل ضمانات للاستثمارات المنجزة في أي من هذه البلدان.

أما بالنسبة للعالم العربي فإن الاتحاد سيتبع مقاربة برامجية، تهدف إلى تعزيز العلاقات التي تربط الجزائر مع هذا التجمع الكبير، لكنه سيطالب في نفس الوقت بضرورة إدخال إصلاحات شاملة وعميقة على كافة الأجهزة والمؤسسات التابعة له وعلى آليات أدائها لمهامها، إذ يلاحظ أنها كانت سبب أو مصدر العديد من العراقيل والصعوبات (هيمنة، تجزئة، صراعات) التي أدت إلى عدم تحقيق أي تقارب بين الشعوب العربية.

إن القارة الإفريقية، نظرا لما تزخر به من ثروات، هي اليوم محل أطماع العديد من القوى الكبرى. وأن حزبنا إذ يبرهن على تضامنه الكامل والفعال فإنه ينوي تدعيم علاقاته مع مجموع دول القارة على كافة الأصعدة. وهو لبلوغ ذلك سيتبنى مبادرات عديدة من شأنها أن تساهم في ترقية وفي الدفاع عن مصالح وحقوق القارة الإفريقية في جميع الميادين سواء في إطار الاتحاد الإفريقي أو في غيره من الأجهزة الجهوية أو الدولية.

تتمتع الجزائر في علاقاتها مع الدول الأوروبية بموقع خاص يمكنها دعمه وتعزيزه لا سيما وأنها تساهم إلى حد كبير في توفير وتزويد الكثير من الأسواق الأوروبية بالغاز والبترو، بل يحتمل أن تصبح مصدرا للطاقة الكهربائية لهذه الأسواق مستقبلا.

يرى الاتحاد في اتفاقية الشراكة الموقعة بين الجزائر والاتحاد الأوروبي " والتي يستحسن إعادة النظر فيها " وفي السياسة الجوارية الجديدة المتبعة من قبل أوروبا، إمكانية لتطويع علاقات بلادنا مع الاتحاد الأوروبي وتجذيرها في إطار ديناميكية سياسية واقتصادية جديّة.

وينطبق نفس الشيء في علاقات بلادنا مع شركائها ضمن المجموعة الدولية.

وفي الأخير فإن الاتحاد من أجل التغيير والرقي يجعل من احترام الاتفاقيات الموقعة مع شركاء الجزائر ومع المنظمات الجهوية والدولية مبدأ أساسيا دون استبعاد إمكانية إعادة النظر كلما أتاحت لها الفرصة في تلك الاتفاقيات إذا تبين من خلال الممارسة الميدانية بأنها غير متوازنة و/أو غير ملائمة لمصالح البلاد.

زموري – بومرداس : 29 سبتمبر 2012